

Intelligence économique en Afrique

par Romain Bonnet, Guy Gweth*et Christian Harbulot

Les pionniers de l'intelligence économique en Afrique

La France a mis 20 ans à se poser les bonnes questions à propos de l'usage de l'intelligence économique. Et de nombreux experts s'accordent à dire que la démarche en est encore à ses débuts. L'Afrique suivra-t-elle le même chemin ? La conférence qui a été organisée sur l'intelligence économique à Dakar les 27 et 28 novembre 2008 a démontré un bon niveau de prise de conscience. Les questions posées par l'assistance mettaient en avant les obstacles essentiels à franchir : l'émancipation des sources ouvertes par rapport aux grilles de lecture classiques émanant du renseignement d'Etat, les priorités de développement à définir en termes d'intérêt collectif, l'accès aux technologies de l'information et au haut débit, la constitution de bases de connaissance africaines adaptées aux besoins locaux.

Les premières tentatives de sensibilisation sur l'intelligence économique en Afrique remontent à 1995. Amath Soumare fut l'animateur des premiers colloques sur l'intelligence économique et l'Afrique. A partir de sa société Sopel International, il eut le mérite de mener une opération originale de téléconférences entre des cadres africains et des intervenants français en liaison avec la Banque mondiale qui mit à cette occasion son système de vidéoconférence à sa disposition.

Au milieu des années 2000, les diplômés africains de l'Ecole de guerre économique de Paris, à l'instar de Guy Gweth¹ créent les premiers cabinets en intelligence économique en Afrique noire. Cette étape est essentielle car elle est le point de passage obligé d'une expertise locale en phase avec la culture africaine.

Il a fallu attendre l'année 2009 pour assister au lancement d'une véritable dynamique collective à Dakar sous l'impulsion de M. Babacar Diallo qui y dirige depuis plus de dix ans l'antenne du Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques, décida de lancer l'Ecole panafricaine d'Intelligence Economique et de Stratégie (EPIES) dont les premiers diplômés sortiront fin 2010.

Peut-on dresser un état des lieux de l'IE en Afrique > ?

Dresser un état des lieux de l'intelligence économique (IE) sur le continent africain en 2010 peut s'avérer un périlleux exercice, si l'on ne tient pas compte des disparités entre les pays et si on observe la situation à travers une grille de lecture propre au lecteur européen. Le contexte marqué par l'hyper politisation des centres de décisions, « où moins de 45% de l'information utile aux acteurs économiques est disponible en *open source* et où 2/3 de ces 45% sont crédités d'un niveau moyen de fiabilité de 3,5 sur 5. »² Dans la plupart des pays subsahariens, la veille et la collecte d'informations locales se réduisent donc essentiellement au renseignement humain monnayé. Depuis 2008, cette « réalité africaine » a généré une nouvelle tendance qui consiste pour des acteurs importants tels que Oxford Business Group (au Royaume Uni), Fuld & Company (aux Etats-Unis), Geos (en France) et GICI Institute for Competitive Intelligence (en Allemagne) à sous-traiter la réalisation de certains travaux (vérifications de documents, communication d'influence, cartographies d'acteurs africains) aux agences spécialisées sur des zones comme l'Afrique centrale et de l'ouest.

¹ Guy Gweth¹ est directeur de GwethMarshall Consulting, Conseil en Intelligence économique et Public Affairs, spécialisé sur l'Afrique centrale.

² Estimation établie en janvier 2010 par GwethMarshall Consulting, premier cabinet d'intelligence économique et *Public affairs* spécialisé sur l'Afrique centrale.

L'appropriation de l'intelligence économique par les entreprises africaines est encore peu visible, si l'on excepte « les cinq sœurs » que sont SGMB Bank au Maroc, Kenya Airways, Orascom en Egypte, MTN et Vodacom en Afrique du Sud, dont les diapositifs d'IE sont à la hauteur des grands groupes internationaux. Parmi les entreprises étrangères, le groupe Bolloré occupe une place de choix malgré le recul de l'influence française. Avec 200 agences répartis dans 43 pays, Bolloré couvre des domaines aussi stratégiques que les transports maritimes et ferroviaires, la logistique minière, industrielle et pétrolière. Depuis 2004, la multinationale a pris la gestion de nombreux terminaux à conteneurs à l'instar d'Abidjan en Côte d'Ivoire, Douala au Cameroun, Cotonou au Bénin, Lomé au Togo, Pointe-Noire au Congo, Tama au Ghana ou Tincan au Nigeria. Parce qu'il contrôle les points d'entrée et de sortie du continent, le groupe breton dispose d'une fenêtre d'observation exceptionnelle. Car « l'Afrique est comme une île reliée au monde par les mers. Donc qui tient les grues tient le continent. »³

Fin octobre 2009, les conseils africains en IE pouvaient ainsi établir une répartition de leur chiffre d'affaires : 55% de leurs clients sont des entreprises étrangères, 15% sont des ONG internationales et 20% seulement sont des entreprises et des administrations d'Etat africains. Les 10% restants sont constitués de *think tanks*, d'écoles et de personnalités (politiques, *businessmen*, artistes et sportifs).

Le rôle pédagogique des organisations interétatiques

L'Afrique est encore très prisonnière des structures étatiques nées de la décolonisation. Il est difficile de formuler des axes de développement spécifiques à l'intelligence économique qui soient compatibles avec les différents contextes locaux et l'hétérogénéité des besoins. Dans sa tribune intitulée « *L'Union africaine en marche* » publiée dans *Le Monde diplomatique* n° 666 de septembre 2009, Jean Ping, président de la Commission de l'Union africaine, déclare qu'il reste fondamentalement convaincu que l'Afrique « ne pourra résister aux défis de la globalisation qu'unie et solidaire. » Or cette attitude est contenue dans la Résolution CM/Res. 464 (XXVI) de la 26^{ème} session ordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation de l'Unité africaine. Cette résolution relève la nécessité d'une « seule entité d'intégration qui sera le point d'ancrage et le creuset où tous les États de la région élaboreront et mettront en œuvre leurs politiques dans des domaines intégrateurs tels que les transports, les communications, l'industrie, l'agriculture, l'énergie, l'économie, etc... » Prenant Jean Ping au mot, une proposition pour « Une stratégie continentale d'intelligence économique »⁴ a été envoyée le 21 octobre 2009 au siège de l'Union africaine à Addis Abeba. Reconnaisant la pertinence du document proposé, le secrétariat de l'Union africaine a promis de sensibiliser ses 52 Etats membres avec le concours de la Banque africaine de développement, des communautés sous-régionales et des instances de coopérations telles que la Francophonie.

Après de long mois d'explication et de plaidoyer, l'intelligence économique a été inscrite à l'ordre du jour des travaux de la trente-cinquième Assemblée de la Conférence permanente des chambres consulaires africaines (CPCCAF)⁵ organisée à Abidjan du 11 au 13 novembre 2009. Pendant trois jours, les représentants des chambres consulaires d'Afrique francophone ont planché sur les conditions du développement et des opportunités en affaires pour les pays membres en s'interrogeant systématiquement sur l'apport de l'intelligence économique. Neuf

³ Propos prêtés à un « ancien de Bolloré » in « L'Afrique n'est plus l'eldorado des entreprises françaises », *Le Monde diplomatique* n° 623, Février 2006.

⁴ Lire Guy Gweth, « Pour une stratégie continentale d'intelligence économique », *Les Afriques* n° 95 : du 20 octobre au 4 novembre 2009.

⁵ Créée en 1973, la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) est le réseau de coopération et d'appui aux chambres consulaires pour le développement et la structuration du secteur privé en Afrique. Le CPCCAF compte une centaine d'organisations de 27 pays francophones (dont 24 africains), couvrant les secteurs du commerce et de l'industrie, des services, de l'artisanat et de l'agriculture.

mois plus tard, par une résolution⁶ prise lors de sa trente-sixième session tenue à Dakar du 4 au 8 juillet 2010, l'Assemblée parlementaire francophone (APF)⁷ a pris acte que « les Etats et les entreprises sont amenés à adopter des attitudes offensives pour accroître leur activité et assurer leur pérennité et leur compétitivité tout en faisant preuve de réactivité et d'anticipation. » L'APF a par conséquent demandé aux Etats francophones de « se doter de dispositifs d'intelligence économique afin de corriger les écarts qui les privent des bénéfices de la mondialisation commerciale. » Ce discours un peu abstrait traduit malgré tout une préoccupation croissante des élites africaines sur le devenir économique de leur continent. Pour finir, l'APF a invité l'ensemble des pays membres à « s'appuyer sur la force du réseau que représente la Francophonie, pour partager l'information, faciliter la coopération et la recherche dans les pays membres, développer l'intelligence collective. » Par ces actes symboliques, les organisations interétatiques (Francophonie en tête) accélèrent l'avènement d'une intelligence économique plus constructive dans les Etats d'Afrique francophone.

Des politiques encore très embryonnaires

L'intelligence économique est encore considérée comme une démarche d'investigation, de traçage et de suivi de personnalités du monde économique et politique. Début février 2008, la presse locale camerounaise publie un fac-similé de deux lettres de mission confidentielles signées le 18 septembre 2007 par le ministre camerounais de la Justice, Amadou Ali. Selon ces documents, le garde des sceaux donne mission à un consultant en intelligence économique camerounais basé à Lausanne (en référence au directeur du cabinet Strageco) d'enquêter sur la fortune cachée de certains membres du gouvernement camerounais, en lieu et place de l'Agence nationale d'investigations financières. Pour cela, un dossier est transmis au consultant avec une liste de 61 noms de personnalités accompagnés de leurs photos, signatures et relevés d'empreintes digitales. On y trouve les noms de six ministres parmi les plus importants du gouvernement, douze anciens ministres, deux conseillers du Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale et plusieurs directeurs généraux de sociétés. Tous sont « suspectés de détournement, de corruption et de blanchiment » au détriment de l'Etat camerounais. Le trouble jeté par cette affaire sur la profession n'a d'égal que celui que l'on a connu en France suite à « l'affaire Clearstream ».

En revanche, certains gouvernements essaient de mettre cette discipline émergente au service d'une politique de développement. C'est le cas du Rwanda. Peu réceptif à l'aide internationale, le Président rwandais Paul Kagame a toujours misé sur les investissements étrangers, conscient du peu de ressources naturelles dont dispose son pays. Du 10 au 11 mai 2010, il organise un Forum sur l'investissement à Kigali avec l'appui du Commonwealth. L'évènement rassemble 120 investisseurs en provenance des cinq continents. 35 projets d'un montant de 5 milliards de dollars sont annoncés à cette occasion. Dans la foulée du Forum de Kigali, il ordonne le déploiement d'une stratégie d'intelligence économique avec l'appui du Fonds monétaire international (FMI) et l'expertise de consultants africains. Le dispositif mis en place regroupe le Rwanda Development Board (RDB) en charge de la promotion des exportations et des investissements, la Banque nationale du Rwanda (BNR), l'Institut national des statistiques (INS) et la Fédération du secteur privé (FSP). Les cinq institutions ainsi réunies ont pour mission première de croiser leurs données, d'analyser la situation d'un échantillon de 200 entreprises rwandaises ouvertes aux capitaux étrangers et d'établir un diagnostic d'attractivité. Les préconisations serviront de base à des campagnes internationales ciblées. La

⁶ <http://apf.francophonie.org/spip.php?article1301>

⁷ L'APF regroupe les parlementaires de 77 parlements ou organisations interparlementaires présents sur les cinq continents. L'Afrique constitue un tiers de ses effectifs avec 25 pays membres, soit la moitié des Etats du continent, auxquels s'ajoutent le Parlement panafricain, L'Union économique et monétaire d'Afrique australe (UEMOA) et la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC).

stratégie d'IE mise en place par Kigali jusqu'en 2020 vise à ouvrir de nouveaux marchés extérieurs au Rwanda, en commençant par le marché commun est-africain⁸ (fort de 126 millions de consommateurs) et à renforcer le tissu économique, industriel et technologique pays avec l'apport d'investisseurs étrangers.

La pression des puissances étrangères

Il faut se rappeler que dans les pires moments de la diplomatie de George W. Bush, l'Afrique subsaharienne est restée la seule région du monde à avoir une vision positive des Etats-Unis, d'après l'étude « Malaise global » réalisée en juin 2007 dans 47 pays. C'est dire que bien avant l'avènement de Barack Obama à la Maison-Blanche, le *soft power* américain avait conquis l'Afrique. Les attentats du 11 septembre 2001, la lutte contre le terrorisme islamiste et la décision des Etats-Unis d'accroître de 15 à 25% leur importation de brut africain avant 2016 ont cependant accru la présence militaire américaine sur le continent. Officiellement actif depuis le 1^{er} octobre 2008, l'AfriCom a reçu pour mission de « développer la coopération militaire avec les pays africains, d'apporter un soutien à des missions non militaires et de mener des opérations militaires sur le continent africain si elles sont décidées par le gouvernement américain ». Sa compétence s'étend sur l'ensemble des Etats membres de l'Union Africaine, à l'exception de l'Egypte. Le maillage militaire du golfe de Guinée par exemple vise le contrôle de la partie occidentale de la route transafricaine du pétrole et les réserves vitales de brut qui y ont été découvertes. Les entreprises ne sont pas en reste. Souvent regardé comme l'équivalent étatsunien du Conseil français des investisseurs en Afrique, le Corporate Council on Africa (CCA) a été créé en 1993 avec pour mission officielle de faciliter et de renforcer les relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique. « Le CCA entretient des relations étroites avec les gouvernements, les diplomates et les réseaux d'affaires dans le but affiché d'améliorer le climat des investissements en Afrique et d'accroître la présence de l'Afrique au sein de la communauté des affaires aux États-Unis. »⁹ Il rassemble environ 200 entreprises (85% des investissements privés américains en Afrique) qui échangent les bons procédés. En plus du conseil en intelligence économique, le CCA propose aux entreprises membres divers programmes de formation et de sensibilisation.

Immense réservoir de matières premières, l'Afrique subsaharienne attise plus que jamais les convoitises des Etats développés comme des économies émergentes.

Dans *L'aide fatale*¹⁰, la Zambienne Dambisa Moyo affirme courageusement « l'aide est une drogue pour l'Afrique. Depuis soixante ans on la lui administre. Comme tout drogué, elle a besoin de prendre régulièrement sa dose et trouve difficile, sinon impossible, d'imaginer l'existence dans un monde où l'aide n'a plus sa place. Avec l'Afrique, l'Occident a trouvé le client idéal dont rêve tout dealer. » On pourrait remplacer l'Occident par la Chine, tant cette dernière manie à merveille l'arme de « l'aide sans condition » pour fluidifier et sécuriser sa coopération économique et commerciale avec les pays africains. En 2009, la Chine a octroyé 10 milliards de dollars de prêts et une exemption des droits de douanes pour 95 % de produits en provenance des « pays africains les moins développés ayant des relations diplomatiques avec la Chine, en commençant avec 60 % des produits dès 2010. » Cela ouvre des portes, autant que les dons *intelligents* de matériels informatiques aux ministères et partis politiques africains...

⁸ Depuis le 1^{er} juillet 2010, la communauté des Etats d'Afrique de l'Est (composée du Rwanda, du Kenya, du Burundi, de la Tanzanie et de l'Ouganda) constitue un marché commun. Premier du genre en Afrique, il permettra la libre circulation des hommes et des capitaux, des services et des marchandises.

⁹ Lire Guy Gweth, « Le Corporate Council on Africa: une machine de guerre économique », *Les Afriques* n°110 : du 4 au 10 mars 2010, Page 16.

¹⁰ Publié en France chez J-C Lattès en septembre 2009, *L'Aide fatale* (250 pages) a été classée parmi les 100 livres les plus vendus en 2009, aux Etats-Unis, par le *New York Times*. Particulièrement documenté, l'ouvrage a été traduit en douze langues dont le chinois, l'allemand, l'espagnol, l'italien et le japonais.

Avec un volume de 120 milliards de dollars, la Chine est devenue le deuxième partenaire économique du continent, derrière les États-Unis. Les importations chinoises en provenance d'Afrique sont essentiellement constituées de matières premières (85 %) alors que les exportations vers l'Afrique sont composées de produits manufacturés à 94 %. Devant la montée en puissance du BTP chinois en Afrique francophone, Patrick Lucas, président du comité Afrique du MEDEF International, en visite au Cameroun du 4 au 8 juillet déclarait : « je ne sais pas jusqu'à quand le contribuable français va continuer à accepter cette situation, »¹¹ précisant qu'il n'est pas compréhensible que la plupart des marchés d'infrastructures soit remportés par des entreprises chinoises alors des financements sont essentiellement français. Le chef du patronat camerounais lui a simplement répondu que les offres chinoises restent les « *mieux-disantes* » financièrement, même si elles ne remplissent pas toujours les critères imposés par les bailleurs de fonds européens ou américains.

Le passage obligé de la formation

En 2010, le marché de la formation en intelligence économique est relativement vierge en Afrique francophone et se concentre sur quatre types d'enseignement :

- Les formations spécialisées de troisième cycle sont montées en partenariat avec des écoles de commerce ou des universités françaises à l'instar du Master 2 Technologie innovante – Information stratégique de l'Université d'Angers délocalisé à l'IFTIC-Sup de Yaoundé au Cameroun, et de l'Ecole panafricaine d'intelligence économique et de stratégie en partenariat avec l'Ecole de guerre économique de Paris.
- Les *part-time* d'IE sont proposés par un nombre très restreint d'institutions académiques spécialisées dans les formations à temps partiel. La plus connue est incontestablement l'Université de formation continue (UFC) d'Alger. Son séminaire d'IE existe depuis 2007.
- Dans de nombreux pays, des universités, des écoles de commerce et centres de formation professionnelle dispensent des modules transversaux de veille et de recherche d'informations à l'instar du cycle spécialisé de l'Ecole des sciences de l'information de Rabat au Maroc.
- Les ateliers de formation sont généralement des sessions courtes. Elles se déroulent sur une durée de trois jours au plus et sont dispensées en entreprise ou dans des centres de formations par des cabinets conseil en intelligence économiques, des experts indépendants ou des éditeurs de logiciels de veille tels que Cybion.

Entre le colloque « *Intelligence économique et Afrique - Contribution initiale à un co-développement par l'intelligence économique* » organisé par L'ISEAM le 14 mai 2007 à Paris et le colloque international sur « *L'intelligence économique et le knowledge management* » du 17 au 18 juin 2010 à Alger, l'Afrique a recensé une quinzaine de rencontres importantes autour du thème de l'IE, soit une moyenne de cinq manifestations par an. A côté de ces rendez-vous, les experts africains appartenant aux principales structures privées que sont Global Intelligence Partners (audit d'intelligence économique, veille stratégique et communication de crise), GwethMarshall Consulting (Intelligence économique et Public Affairs en Afrique centrale), Sopol (Intelligence économique et veille concurrentielle en Afrique), Strageco (Audit et stratégie d'intelligence économique), l'OAIE (Organisation africaine de l'intelligence économique) profitent de l'ouverture de certains médias importants à l'IE. Réalisé à Genève et imprimé à Paris, l'hebdomadaire financier *Les Afriques* dont les rédactions sont situées à Alger, Casablanca et Dakar a ainsi lancé une chronique intelligence économique en novembre 2009. Les blogs comme « *Afrique innovante* », « *IE Afrique* », « *Intelligence stratégique & Diplomatie économique* », des journaux en ligne tels *Africatime.com*, *Algeria.com*, *Gabonews.com*, *Grioo.com*, *Icicemac*, *Financenews.ma*, *Lematin.ma*, et *Senego.com*, etc.,)

¹¹ Lire Lazare Kolyang, « Financements : les investisseurs français menacent », Le quotidien *Mutations*, 09 juillet 2010.

ainsi que des sites spécialisés comme *Veille.ma* – sont un premier pas pour la sensibilisation du grand public.

Conclusion

En 2010, savoir comment l’Afrique va prendre le train de l’intelligence économique reste un vrai sujet de discussion parmi les professionnels africains. Pendant que certains souhaitent s’inspirer du fameux MITI¹² japonais, d’autres penchent pour l’approche française (voire francophone), tandis qu’un troisième groupe vote pour le modèle anglo-saxon incarné par la SCIP¹³ étatsunienne. Un large consensus se dégage cependant autour de la nécessité de produire une intelligence stratégique qui colle aux réalités africaines avec un net penchant pour les matières premières, richesses non éternelles et source des convoitises étrangères.

Présentation des auteurs :

Romain Bonnet est consultant pour des groupes du BTP en Afrique de l’Ouest

Guy Gweth est responsable de l’intelligence économique au journal *Les Afriques*. Ancien de l’Ecole de guerre économique et du Centre d’études diplomatiques et stratégiques de Paris, il appartient à la IVème promotion de l’Executive Doctorate in Business Administration (EDBA) de l’Université Paris-Dauphine.

Christian Harbulot est directeur de l’Ecole de Guerre économique à Paris.

¹² Créé en 1949, le METI (Ministry of Economics, Trade and Industry) a été institué pour favoriser les technopôles au Japon, surveiller les échanges du pays avec l’extérieur, informer et conseiller les entreprises nipponnes à l’international.

¹³ Basée en Virginie aux Etats-Unis, la SCIP (Society of Competitive Intelligence Professionals) a été créée en 1986 à Washington, DC.. En 2010, elle compte 3500 membres (issus de 50 pays) répartis sur les cinq continents.